



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Budget de l'éducation nationale

Question au Gouvernement n° 58

Texte de la question

BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Mme la présidente . La parole est à Mme Fatiha Keloua Hachi.

Mme Fatiha Keloua Hachi . Ces derniers jours sont bien sombres pour notre école. Nos pensées vont vers Samuel Paty et Dominique Bernard, tués par des terroristes islamistes parce qu'ils étaient enseignants. Nous leur rendons hommage. *(Mmes et MM. les députés et les membres du Gouvernement se lèvent et applaudissent longuement.)*

Madame la ministre de l'éducation nationale, je prends la parole pour vous parler de notre école, celle pour laquelle la communauté éducative se bat au quotidien, celle qui émancipe, qui façonne l'esprit critique, qui apprend le vivre-ensemble et la tolérance, en somme, celle qui accompagne tous les élèves pour faire société. Je ne voudrais pas vous donner l'impression de vous apprendre mon métier, mais permettez-moi de vous dire que c'est pour cette école que l'on devient enseignant, pour cette école que je le suis moi-même devenue il y a trente ans.

Et c'est forte de mon vécu d'enseignante que je vous le dis : l'école est fatiguée, fatiguée des réformes pédagogiques successives, des changements de programmes sans cohérence et des chocs dans tous les sens, fatiguée de devoir toujours faire plus avec moins. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SOC, EcoS et GDR, ainsi que sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.)* Elle est fatiguée des coupes budgétaires, des baisses et des suppressions, dont la dernière en date est celle de plus de 4 000 postes d'enseignants dans votre projet de loi de finances pour 2025.

M. Arthur Delaporte . Quelle honte !

Mme Fatiha Keloua Hachi . C'est une véritable saignée pour des classes toujours plus surchargées. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SOC. – M. Stéphane Travert applaudit également.)* Ce budget est une bombe à retardement. Pour le Gouvernement, le budget de l'école est un coût à rationaliser, une variable d'ajustement dans une matrice comptable ; pour nous, le budget de l'école sera toujours un investissement pour l'avenir, un investissement pour une école accueillante, exigeante et inclusive.

M. Pierre Cordier . Comme si Vincent Peillon et Najat Vallaud-Belkacem n'avaient pas supprimé de postes !

Mme Fatiha Keloua Hachi . L'école a besoin de moyens.

M. Pierre Cordier . Et les suppressions de dotations aux collectivités sous François Hollande ?

Mme Fatiha Keloua Hachi . Madame la ministre, êtes-vous prête à revenir, avec le Parlement, sur le budget prévu pour l'enseignement scolaire, en particulier sur la suppression de ces 4 000 postes, ou laisserez-vous l'école être sacrifiée sur l'autel de l'austérité ? *(Les députés du groupe SOC se lèvent et applaudissent. - Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP, EcoS et GDR. - M. Stéphane Travert applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'éducation nationale.

Mme Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale . Je suis d'accord avec vous : l'école est un investissement ; il n'y a aucun doute là-dessus. J'ai l'honneur d'être à la tête d'un ministère qui compte plus de 1,2 million de personnels, dont je salue le dévouement et l'engagement – vous en faites partie. Cependant, le moment n'est pas à la polémique, mais à considérer les faits, qui sont très clairs. Depuis 2017, l'école a bénéficié de 14 milliards d'euros supplémentaires dans son budget, des moyens jamais alloués jusqu'à présent.

Mme Ayda Hadizadeh . Il manque des enseignants !

Mme Anne Genetet, ministre . Quand je suis arrivée à la tête de ce ministère, son budget était de 62,1 milliards d'euros ; il s'élèvera à 63 milliards d'euros en 2025 ; l'école a donc pu obtenir un peu plus de 800 millions d'euros supplémentaires. Saluons cette victoire. Nous pourrons faire beaucoup avec cela, malgré les inquiétudes que vous exprimez. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et DR.)* L'école reste donc une priorité du Gouvernement.

D'autres chiffres sont implacables ; il faut les avoir en tête et les prendre en compte. À la rentrée scolaire 2024, il y a eu 80 000 élèves de moins ; en septembre 2025, il y en aura 100 000 de moins. *(« C'est faux ! » sur les bancs des groupes SOC et GDR.)*

M. Stéphane Peu. Vous rigolez ou quoi ?

Mme Anne Genetet, ministre . Le nombre d'élèves par classe n'a jamais été aussi bas, avec un peu moins de 22 élèves par classe en moyenne dans l'école publique. *(Vives protestations sur les bancs des groupes SOC et GDR.)*

Plusieurs députés du groupe SOC . C'est faux !

M. Stéphane Peu. C'est une honte !

Mme Anne Genetet, ministre . Le budget de l'éducation nationale a permis, depuis 2017, d'allouer près de 3 000 postes d'enseignants dans l'académie de Créteil, notamment pour dédoubler les petites classes dans les territoires que vous connaissez bien, en Seine-Saint-Denis.

M. Stéphane Peu . Venez en Seine-Saint-Denis !

Mme Anne Genetet, ministre . C'est aussi ce budget qui a permis de verser une prime de fidélisation à 26 000 agents, dont 22 000 professeurs qui enseignent en Seine-Saint-Denis, pour un gain d'un peu plus de 6 000 euros par an. *(Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SOC et GDR.)* Enfin, c'est ce budget qui a permis d'augmenter les infirmières scolaires et les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) de 200 euros net par mois.

J'attends beaucoup, comme vous, du débat parlementaire. J'espère que vous-même, à la tête de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, vous aurez le souci d'apporter une contribution à l'élaboration de ce budget qui sera, je n'en doute pas, utile et non dogmatique. En tant que ministre de l'éducation nationale, ma boussole, mon objectif, mon obsession même, sera toujours d'élever le niveau. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR, DR et HOR.)*

Données clés

Auteur : [Mme Fatiha Keloua Hachi](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (8^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 58

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 octobre 2024